Comment assurer l'avenir de l'élevage français ?

MARDI 16 JANVIER 2024

TRAVAUX ET AUDITIONS PUBLIÉE LE 15/01/2024

Saisine liée : RELEVER LES DÉFIS DE L'ÉLEVAGE FRANÇAIS POUR ASSURER SA PÉRENNITÉ

Formation de travail liée : COMMISSION TERRITOIRES, AGRICULTURE ET ALIMENTATION

Changement climatique, baisse du pouvoir d'achat, évolution des modes de vies et des comportements alimentaires, mais aussi crise du renouvellement des actifs du secteur : l'élevage français fait aujourd'hui face à des défis qui menacent sa pérennité. ***Comment peut-il relever ces défis pour assurer sa transition et son avenir ?***

De multiples défis pour l'élevage français

Entre 2010 et 2020, ce sont 63 500 exploitations d'élevage qui ont disparu en France. Elles représentent ainsi 2/3 des disparitions de fermes. Cette baisse du nombre d'exploitations entraîne une dépendance économique pour le pays. En 2022, et pour la première fois depuis des années, la balance commerciale du secteur devient négative (- 800 millions d'euros), c'est-à-dire que nous sommes contraints d'importer d'autres pays des produits issus de l'élevage afin de répondre à la demande des consommateurs. Alors pourquoi le nombre d'exploitations d'élevage diminue-t-il ? 2 causes majeures peuvent être identifiées.

La première concerne l'impact environnemental de l'élevage et les nouvelles attentes sociétales. L'élevage est aujourd'hui le second poste d'émissions de gaz à effet de serre (GES), ce qui représente 19% des émissions au niveau national. De plus, il est souvent pointé du doigt pour sa responsabilité sur la pollution de l'eau aux nitrates, de l'air à l'ammoniac et pour la déforestation dues aux cultures destinées à l'alimentation animale. S'ajoute aussi pour certaines exploitations la question du bien-être animal. Ces interrogations et critiques, associées aujourd'hui aux difficultés de pouvoir d'achat, amènent les consommateurs à consommer autrement : ils achètent alors moins de viande, de lait et de produits laitiers qu'avant, tout en augmentant leur consommation d'oeufs. Ces changements chez les consommateurs ont évidemment un impact sur le secteur.

La seconde cause concerne la crise de renouvellement des actifs du secteur. La pénibilité et les contraintes du métier, et aussi le revenu parfois faible pour certaines exploitations, sont autant de freins à l'installation de nouveaux éleveurs et de nouvelles éleveuses. Ces installations en baisse, associées aux départs à la retraite des éleveurs plus anciens ,entraînent mathématiquement une diminution du nombre d'élevages.

Un projet d'avis pour assurer la pérennité de l'élevage français

Dans ce contexte, **comment faire en sorte que l'élevage puisse faire sa nécessaire transition face au changement climatique tout en assurant la pérennité de son modèle ?** C'est tout le sujet du projet d'avis "***Relever les défis de l'élevage français pour assurer sa pérennité***" de la Commission Territoires, Agricultures et Alimentation, rapporté par Marie-Noëlle ORAIN (Groupe Alternatives sociales et écologiques) et Anne-Claire VIAL (Groupe Agriculture) et porté au vote en séance plénière le mardi 16 janvier 2024.

Ce projet d'avis, dévoilé durant cette séance plénière, dresse dans un premier temps un état des lieux des différentes filières d'élevage tout en prenant en compte la diversité de leurs systèmes de production, ainsi qu'une analyse de leurs forces et faiblesses respectives. **Le 6 septembre dernier, une trentaine d'éleveuses et d'éleveurs de différentes régions de France s'étaient d'ailleurs réunis au CESE pour partager leurs expériences et problématiques de terrain** : installation, conditions de travail, résilience face au changement climatique, autonomie... Ces différents points soulevés par les participants ont permis de dégager des propositions concrètes qui sont venues nourrir le projet d'avis. Le CESE formule ainsi **12 préconisations visant à mettre en œuvre les actions nécessaires à la transition pour assurer l'avenir de l'élevage français.**

En savoir plus sur l'avis

© - copyright CESE - Mai 2024